

CENTRE DE GESTION DES VOSGES
1 Chemin de l'Orée du Bois 88390 UXEGNEY

CIRCULAIRE
AVANCEMENT DE GRADE - 2026

Sommaire :	Pages
Dispositions communes – généralités	2 - 3
La notion d'avancement de grade	4
Principe	4
Autorité compétente	4
Bénéficiaires	4
Modalités	5
Conditions	5 - 8
Cas particuliers – catégorie C	9
Cas particuliers – catégorie B	10
Etablissement des Tableaux Annuels d'Avancement	11
La procédure d'avancement de grade 2026	15

DISPOSITIONS COMMUNES - GENERALITES

REFERENCES

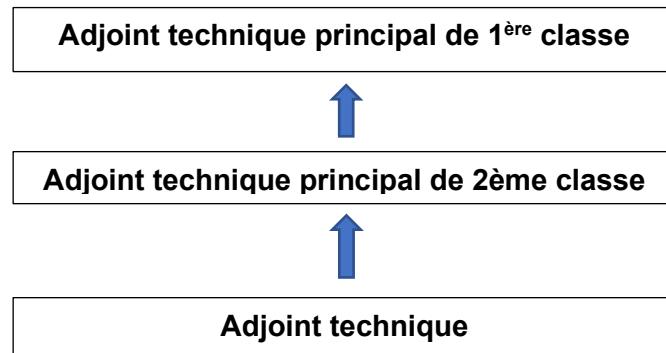
- Code Général de la Fonction Publique
- Loi n° 2016-483 du 20/04/2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires
- Décret n° 2002-870 du 03/05/2002 fixant les dispositions communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie B
- Décret n° 2006-1695 du 22/12/2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale
- Décret n° 2009-1711 du 29 Décembre 2009 modifiant divers décrets portant statut particulier de cadres d'emplois des catégories B et C de la Fonction Publique Territoriale,
- Décret n° 2010-329 du 22 Mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale
- Circulaire ministérielle NOR/IOCB1023960C du 10/11/2010 relative aux modalités d'avancement de grade des agents appartenant à la catégorie B de la fonction publique territoriale
- Décret n° 2012-1061 du 18 Septembre 2012 modifiant les règles applicables en matière de congé parental pour les fonctionnaires et les agents non titulaires des trois fonctions publiques – JO du 19/09/2012 -
- Décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 modifié relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux
- Décret n° 2016-598 du 12 mai 2016 modifiant les dispositions statutaires de certains cadres d'emplois médico-sociaux de catégorie A de la fonction publique territoriale
- Décret n° 2016-599 du 12 mai 2016 modifiant le décret n° 2013-489 du 10 juin 2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs
- Décret n° 2016-594 du 12 mai 2016 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale
- Décret n° 2016-595 du 12 mai 2016 modifiant les dispositions statutaires des cadres d'emplois sociaux de catégorie B de la fonction publique territoriale
- Décret n° 2016-597 du 12 mai 2016 modifiant les dispositions statutaires des cadres d'emplois médico-sociaux de la catégorie B de la fonction publique territoriale
- Décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale
- Décret n° 2016-1372 du 12 octobre 2016 modifiant, pour la fonction publique territoriale, certaines dispositions générales relatives aux fonctionnaires de catégorie C et divers statuts particuliers de cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie C et B
- Articles R.212-1 à R.212-20 du **CGFP** relatifs aux garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale

- Décret n° 2017-1736 du 21 décembre 2017 portant report de la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions statutaires relatives à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations et applicables aux fonctionnaires de l'Etat, aux fonctionnaires territoriaux et aux fonctionnaires hospitaliers
- Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel – art 109
- Loi n° 2019-828 du 6/08/2019 portant transformation de la Fonction Publique (JO du 7/08/2019) – art 85-II
- Décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires modifié par le Décret n°2024-1228 du 30 décembre 2024
- Décrets n° 2021-1818 et 2021-1819 du 24 décembre 2021 modifiant l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale et portant attribution d'une bonification d'ancienneté exceptionnelle
- Décret n°2021-1882 du 29 décembre 2021 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux
- Décret n° 2022-1200 du 31 août 2022 modifiant l'organisation des carrières des fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale
- Décret n°2023-1272 du 26 décembre 2024 modifiant les dispositions statutaires relatives à la promotion interne dans la fonction publique territoriale – art. 03
- Décret n° 2024-1228 du 30 décembre 2024 modifiant l'annexe au décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires
- Décret n° 2025-1098 du 19 novembre 2025 relatif aux modalités d'avancement de grade des fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale

LA NOTION D'AVANCEMENT DE GRADE

L'avancement de grade constitue une possibilité d'évolution de carrière à l'intérieur d'un même cadre d'emplois.

Exemple du cadre d'emplois des adjoints techniques :



En revanche, la promotion dans un cadre d'emploi supérieur (ex : Adjoint technique vers Technicien) résulte :

- soit d'un concours
- soit de la promotion interne

PRINCIPE

Selon un principe général, l'avancement de grade a lieu de façon continue d'un grade au grade immédiatement supérieur.

Exception / Un statut particulier prévoit une dérogation à cette règle avec des possibilités d'avancement plus rapides par voie d'examen professionnel. Il s'agit du cadre d'emploi des biologistes, vétérinaires et pharmaciens.

AUTORITE COMPETENTE

C'est à l'autorité territoriale qu'il appartient d'établir le tableau annuel d'avancement et de prononcer les nominations.

BENEFICIAIRES

Sont concernés les fonctionnaires territoriaux **en position d'activité ou en position de détachement** à temps complet ou à temps non complet ainsi que les fonctionnaires recrutés par la voie du détachement ou de l'intégration directe.

MODALITES

Code Général Fonction Publique – Art L.522-24 + L.522-23 - L.132-10

L'avancement de grade au sein de la fonction publique territoriale a lieu suivant l'une ou plusieurs des modalités ci-après :

1° Au choix par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents. **Sans renoncer à son pouvoir d'appréciation, l'autorité territoriale tient compte des lignes directrices de gestion prévues chapitre III du titre Ier du livre IV ;**

2° Par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi après une sélection par voie d'examen professionnel ;

3° Par sélection opérée exclusivement par voie de concours professionnel.

a) la valeur professionnelle des agents

Il est procédé à une appréciation de la valeur professionnelle du fonctionnaire, compte tenu notamment :

*1° Des comptes rendus d'entretiens professionnels ; (voir circulaire sur l'entretien professionnel)
2° Des propositions motivées formulées par le chef de service ;*

3° Et, pour la période antérieure à la mise en place de l'entretien professionnel, des notations.

Les fonctionnaires sont inscrits au tableau d'avancement par ordre de mérite. Les candidats dont le mérite est jugé égal sont départagés par l'ancienneté dans le grade.

b) les acquis de l'expérience

Ensemble des savoirs, compétences et aptitudes professionnelles acquis :

- *dans l'exercice d'une activité au sein d'une administration relevant de la loi n° 83-634 du 13/07/1983 portant droits et obligations des fonctionnaires*
- *dans l'exercice d'une activité salariée, non salariée ou libérale,
et s'appréciant en tant qu'ils sont en rapport direct avec les fonctions exercées ou devant être exercées.*

Ces deux critères « sont ceux devant être pris en compte positivement ou non, pour apprécier l'éligibilité des agents à une promotion, sauf à commettre une erreur de droit ».

CONDITIONS

Les fonctionnaires ont vocation sous réserve de remplir la ou les conditions fixées par les statuts particuliers, à avancer de grade et à figurer par voie de conséquence sur un tableau d'avancement :

Ces conditions, à savoir :

- durée de services effectifs (si intégration dans la fonction publique territoriale suite à détachement prise en compte de la totalité des services)
- ancienneté de grade
- ancienneté d'échelon
- examen professionnel ...

sont énumérées pour chaque cadre d'emplois, par filière et par catégorie.

 voir tableaux récapitulatifs des conditions 2026 mettre lien vers la page du CDG88 concernant les AVG

● DATE DE REFERENCE

Les statuts particuliers ne fixant pas de date, il n'y a pas lieu de retenir celle du 1er janvier, mais de vérifier que l'intéressé remplira les conditions au cours de l'année au titre de laquelle le tableau est dressé.

Dans ce cas, la nomination interviendra au plus tôt à la date à laquelle les conditions seront remplies.
Statuts particuliers - Réponse DGCL du 19 janvier 1990

Exceptions

Les conditions d'avancement par voie d'examen professionnel s'apprécient au 1er janvier pour l'accès aux grades d'attaché principal, d'attaché principal de conservation du patrimoine et de bibliothécaire principal.

● EXAMEN PROFESSIONNEL

Date des épreuves :

Sauf dispositions contraires dans le statut particulier, les candidats peuvent subir les épreuves au plus tôt un an avant la date à laquelle ils doivent remplir les autres conditions d'inscription au tableau d'avancement.

Décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 - art. 16

Durée de validité :

Les textes en vigueur ne réglementent pas la durée de validité de l'examen professionnel. Par conséquent, il convient de considérer qu'il n'y a pas de délai pour inscrire le fonctionnaire sur le tableau annuel d'avancement de grade.

● FORMATION

L'obligation de formation concerne seulement le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale et celui des agents de police municipale.

Code de la sécurité intérieure – art. R 511-35

L'inscription au tableau d'avancement de grade ne peut intervenir qu'au vu d'une attestation établie par le président du CNFPT (*statuts particuliers*).

● ANCIENNÉTE DANS L'ÉCHELON

Il s'agit d'une condition de **placement sur la grille indiciaire** et non d'ancienneté déroulée dans l'échelon. En outre, les statuts particuliers énoncent les conditions minimales à remplir. Ainsi, un fonctionnaire ayant une situation plus élevée que celle requise pour l'avancement au grade supérieur remplit donc ces conditions.

Décret n° 2012-1420 du 18 décembre 2012 – art. 21

● CALCUL DES SERVICES EFFECTIFS

- agents placés en congé parental

Les périodes passées en congé parental – **entre le 1/10/2012 et le 6/08/2019** - sont comptées :

- * comme services effectifs **en totalité pour la 1^{ère} année** puis
- * comme services effectifs **réduits de moitié les années suivantes**.

Entrée en vigueur : **1/10/2012** (décret 2012-1061 susvisé)

(Périodes de congé parental accordées avant le 1/10/2012 : aucune prise en compte)

Les périodes passées en congé parental – **à compter du 7/08/2019** (dispositions issues de la loi 2019-828 du 6/8/2019) - :

Les droits à avancement sont maintenus **pendant le congé parental** et la disponibilité pour élever un enfant de moins de 8 ans **dans la limite de 5 ans pour l'ensemble de la carrière** au titre de l'une des deux positions ou des deux. Ces périodes sont assimilées à des services effectifs dans le cadre d'emplois.

- agents placés en disponibilité

Parution de la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel instaurant la conservation des droits à avancement durant une période de disponibilité, sur une période de cinq ans, sous certaines conditions.

L'article L.514-2 du Code général de la fonction publique prévoit « *Par dérogation à l'article L.514-1, une fonctionnaire bénéficiant d'une disponibilité au cours de laquelle il exerce une activité professionnelle ou d'une disponibilité pour élever un enfant, conserve, pendant une durée maximale de cinq ans, ses droits à l'avancement. Cette période est assimilée à des services effectifs dans son corps ou son cadre d'emplois*

 ».

Seules les activités professionnelles comparables aux emplois et fonctions fixées par les statuts particuliers de chaque cadre d'emplois sont prises en compte, au regard de leur nature ou de leur niveau de responsabilités.

Art 25-1 du décret 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration :

« Le fonctionnaire qui, placé en disponibilité dans les conditions prévues par les articles 21 et 23 et au titre des 1[°] et 2[°] de l'article 24, exerce, durant cette période, une activité professionnelle **conserve ses droits à l'avancement d'échelon et de grade dans la limite de cinq ans**.

L'activité professionnelle mentionnée au premier alinéa recouvre toute activité lucrative, salariée ou indépendante, exercée à temps complet ou à temps partiel et qui :

1[°] Pour une activité salariée, correspond à une quotité de travail minimale de 600 heures par an ;
2[°] Pour une activité indépendante, a généré un revenu soumis à cotisation sociale dont le montant brut annuel est au moins égal au salaire brut annuel permettant de valider quatre trimestres d'assurance vieillesse en application du dernier alinéa de l'article R. 351-9 du code de la sécurité sociale .

Pour la création ou la reprise d'entreprise intervenant au titre de la disponibilité prévue à l'article 23, aucune condition de revenu n'est exigée.

Conformément au II de l'article 17 du décret n° 2019-234 du 27 mars 2019, ces dispositions sont applicables aux mises en disponibilité et aux renouvellements de disponibilité prenant effet à compter du 7 septembre 2018.

* **Disponibilité de droit pour éllever un enfant de moins de 12 ans**

Idem congé parental – voir paragraphe ci-dessus

Les **droits à avancement** sont maintenus pendant le congé parental et la disponibilité pour éllever un enfant de moins de 12 ans **dans la limite de 5 ans pour l'ensemble de la carrière** au titre de l'une des deux positions ou des deux. Ces périodes sont assimilées à des services effectifs dans le cadre d'emplois.

● **FONCTIONNAIRES A TEMPS NON COMPLET**

Les agents à temps non complet qu'ils aient été intégrés ou reclassés

- dans un ou plusieurs cadres d'emplois ou emplois,
- dans une ou plusieurs collectivités,

peuvent bénéficier d'un avancement de grade selon la même procédure et dans des conditions identiques à celles des agents à temps complet **sous réserve que la durée de service dans l'emploi concerné soit égale au moins au mi-temps soit 17,5 heures ou 17 H 30 min.**

Deux situations sont donc à considérer :

* AGENTS A TNC effectuant au moins 17H30 dans un grade ou emploi

Principe : l'ancienneté de service est prise en compte pour sa durée totale

Si cet agent a trois employeurs (commune A : 15 H / commune B : 4 H / Commune C : 3 H) soit 22 H au total, la décision relative à l'avancement de grade est prise après avis ou sur propositions des autres autorités territoriales concernées, par l'autorité de la collectivité ou de l'établissement auquel le fonctionnaire consacre la plus grande partie de son activité et, en cas de durée égale de son travail dans plusieurs collectivités ou établissements, par l'autorité territoriale qui l'a recruté en premier.

En cas de désaccord, la décision retenue et qui s'imposera à toutes les collectivités, sera celle qui aura recueilli l'avis favorable d'une majorité de collectivités.

Règles à appliquer :

- soit les 2/3 des collectivités représentant plus de la moitié de la durée hebdomadaire de travail de l'agent
 - soit la moitié des collectivités représentant plus des 2/3 de cette durée.

* AGENTS A TNC effectuant moins de 17h30 dans un grade ou emploi

Principe : l'ancienneté de service est calculée en fonction du temps de service effectivement accompli compte tenu du nombre d'heures de service hebdomadaire affecté à l'emploi.

Exemple : un agent de maîtrise dont l'obligation hebdomadaire de travail dans ce grade est de 15 Heures - Cet agent devra justifier d'une ancienneté de 9 ans 4 mois (15 H par semaine) pour pouvoir faire l'objet d'une proposition d'avancement de grade :

Calcul de l'ancienneté de service : soit 4 ans x 35 H = 9 ans 4 moi

15 H

En cas d'employeurs multiples, les règles à appliquer sont celles rappelées ci-dessus.

OBSERVATIONS : Les formes de concertation entre les différentes autorités territoriales n'étant pas précisées, il vous appartient de retenir celle qui vous paraît la plus appropriée.

● FONCTIONNAIRES A TEMPS PARTIEL

Toutes les périodes à temps partiel sont assimilées à des périodes à temps complet, pour la détermination des droits à l'avancement

CGFP - art. L. 512-19

● AGENTS DECHARGES A TITRE SYNDICAL – DISPOSITIONS SPECIFIQUES

Article L.212-1 CGFP :

Sous réserve des nécessités du service, l'agent public est réputé conserver sa position statutaire ou les stipulations de son contrat lorsque :

- 1° En qualité de fonctionnaire, il bénéficie, en position d'activité ou de détachement, d'une décharge d'activité de services à titre syndical ;
- 2° En qualité d'agent contractuel, il bénéficie d'une décharge d'activité de services à titre syndical ;
- 3° En qualité de fonctionnaire ou d'agent contractuel, il est mis à la disposition d'une organisation syndicale.

Article L.212-4 CGFP :

Le fonctionnaire, qui bénéficie, depuis au moins six mois au cours d'une année civile, d'une décharge d'activité de services à titre syndical ou est mis à la disposition d'une organisation syndicale et qui consacre la totalité de son service à cette activité syndicale a droit, dès la première année, s'il réunit les conditions fixées par le statut particulier de son corps ou de son cadre d'emplois pour bénéficier d'un avancement de grade au choix, est inscrit, de plein droit, au tableau d'avancement de grade, au vu de l'ancienneté acquise dans son grade et de celle dont justifient en moyenne les fonctionnaires titulaires du même grade relevant de la même autorité de gestion et ayant accédé, au titre du précédent tableau d'avancement et selon la même voie, au grade supérieur.

Article L.212-5 CGFP :

Les articles L. 212-2, L. 212-3 et L. 212-4 sont applicables au fonctionnaire occupant un emploi à temps complet qui bénéficie d'une décharge d'activité de services à titre syndical ou est mis à la disposition d'une organisation syndicale et qui consacre une quotité de temps de travail au moins égale à 70 % et inférieure à 100 % d'un service à temps plein à cette activité syndicale

Voir également les articles. R. 212-1 à R.212-20 du CGFP

CAS PARTICULIERS – CATEGORIE C

Cadres d'emplois des :

- adjoints administratifs territoriaux - adjoints techniques territoriaux
- agents sociaux territoriaux - adjoints territoriaux du patrimoine
- adjoints territoriaux d'animation - opérateurs des APS
- adjoints techniques des établissements d'enseignement

Sont donc concernés les fonctionnaires de catégorie C relevant de l'échelle C1 de rémunération recrutés par voie directe – c'est-à-dire sans concours – sur le grade de base de leur cadre d'emplois.

LES DEUX VOIES D'ACCES AU 2EME GRADE

L'avancement à partir d'un grade situé en échelle de rémunération C1 dans un grade situé en échelle de rémunération C2 s'opère selon les modalités suivantes :

1° Soit par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement,, après une sélection par la voie d'un examen professionnel ouvert aux agents relevant d'un grade situé en échelle C1 ayant atteint le 4e échelon et comptant au moins trois ans de services effectifs dans ce grade ou dans un grade d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C doté de la même échelle de rémunération, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C ;

2° Soit par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement établi, au choix, parmi les agents relevant d'un grade situé en échelle C1 ayant *au moins un an d'ancienneté dans le 6e échelon* et comptant au moins huit ans de services effectifs dans ce grade ou dans un grade doté de la même échelle de rémunération d'un autre corps ou cadre d'emplois de catégorie C, ou dans un grade équivalent si le corps ou cadre d'emplois d'origine est situé dans une échelle de rémunération différente ou n'est pas classé en catégorie C ;

3° Soit par combinaison des modalités définies au 1° et au 2°.

Les modalités d'organisation et la nature des épreuves de l'examen professionnel mentionné au 1° sont fixées par décret.

(Art 12-1 du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale modifié)

CAS PARTICULIERS – CATEGORIE B

Les seuils instaurés par le décret n°2010-329 du 22 mars 2010 s'appliquent aux statuts particuliers de la catégorie B. Pour ces grades, les nominations dans les deux voies (au choix et avec examen) étaient liées et devaient être utilisées obligatoirement.

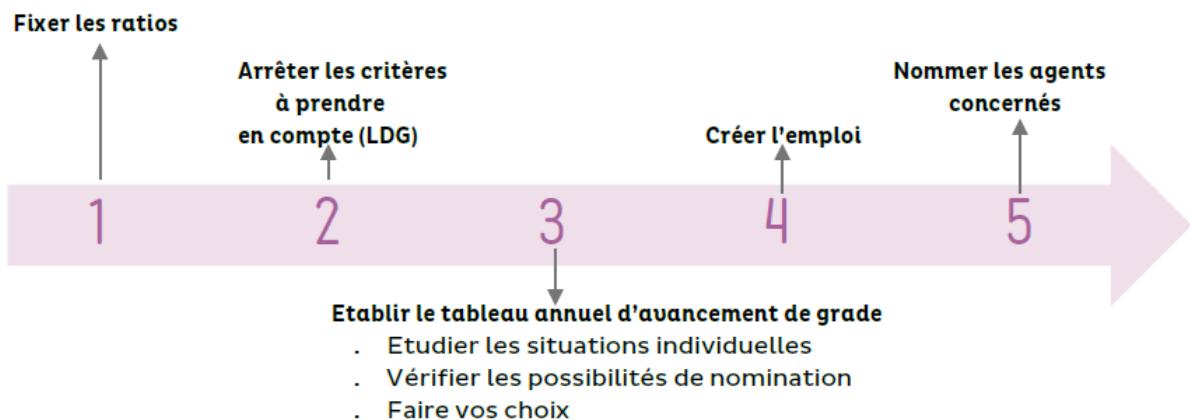
L'article 25 du décret n°2010-329 du 22 mars 2010 a été modifié par l'article 1^{er} du décret n°2025-1098 du 19 novembre 2025.

Conformément au II de l'article 1^{er} du décret n°2025-1098 du 19 novembre 2025, ces dispositions, dans leur rédaction résultant du I de l'article 1^{er} du même décret **s'appliquent aux tableaux d'avancement établis après l'entrée en vigueur dudit décret (21/11/2025)**. Les tableaux d'avancement établis au titre de l'année 2026 avant l'entrée en vigueur dudit décret demeurent valables jusqu'au 31/12/2026. Dans le cas où ces tableaux d'avancement seraient épuisés en cours d'année, il peut être procédé dans les conditions résultant dudit I à l'établissement de tableaux d'avancement complémentaires au titre de la même année.

Les seuils de nomination entre les deux voies d'avancement de grade ne sont donc plus applicables aux tableaux d'avancement établis après le 21/11/2025.

ETABLISSEMENT DES TABLEAUX ANNUELS D'AVANCEMENT

Schéma de la procédure d'avancements de grade



1. FIXER LES RATIOS

Rappel du principe :

Le principe du ratio promus/promouvables s'applique – exception faite du cadre d'emplois des agents de police municipale – catégorie C – à l'ensemble des grades d'avancement des cadres d'emplois, quelle qu'en soit la catégorie soit A, B et C.

Sont donc concernés également, les grades pour lesquels antérieurement aucun quota n'était fixé.

Détermination des ratios

Le taux de promotion ou ratio exprime en pourcentage le nombre d'agents qui pourront être promus à un grade d'avancement par rapport au nombre des agents remplissant les conditions statutaires (ancienneté de services effectifs, classement à un échelon minimum, examen professionnel...)

Absence de ratios minimum et maximum

Aucun ratio minimum ou maximum n'étant fixé par voie réglementaire, les ratios peuvent être compris entre 0 et 100 %.

Si l'effectif des promouvables est restreint – soit 1 seul agent par exemple – seul un ratio de 100 % permettra de prononcer un avancement de grade.

Au sein d'un même cadre d'emplois, les ratios peuvent être identiques pour plusieurs grades.

La notion de nombre « plafond »

A tout ratio d'avancement de grade correspond un nombre plafond de fonctionnaires pouvant être promus.

Saisine du Comité Social Territorial

La saisine du C.S.T. s'effectue via le module Instances / Comité Social Territorial/ Nouvelle saisine / ratios d'avancement de grade - merci d'indiquer pour chaque grade d'avancement auquel peuvent prétendre les fonctionnaires de la collectivité, les ratios promus/promouvables envisagés (possibilité de les saisir pour toutes les filières ou tous les cadres d'emplois).

→ Ne saisir le C.S.T. que si la collectivité n'a pas fixé de ratios ou si elle entend les compléter ou les modifier

2. L'ELABORATION DES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les avancements de grade ne sont plus soumis à l'avis des Commissions Administratives Paritaires compétentes mais doivent tenir **compte des lignes directrices de gestion arrêtées par l'Autorité territoriale après avis du Comité Social Territorial local ou placé auprès du CDG pour les collectivités et établissements de moins de 50 agents.**

Ces lignes directrices de gestion fixent, en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels les orientations et les critères généraux à prendre en compte pour les promotions au choix dans les grades et cadres d'emplois, notamment les modalités de prise en compte de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle.

À défaut de lignes directrices de gestion, une collectivité ne pourra pas prononcer d'avancements de grade.

La procédure sera la suivante :

- Réflexion à mener en interne sur les LDG « intégrales »
- Saisine du CST pour avis
- Etablissement des LDG **par arrêté** de l'autorité territoriale qui seront formalisées dans un document après une éventuelle information de l'assemblée délibérante.
Elles ne donnent **pas lieu à la prise d'une délibération** et devront être **communiquées aux agents par voie numérique ou par tous moyens** dont disposent l'autorité territoriale.

Développée par le CDG88, une application pratique et rapide permet de générer Les Lignes Directrices de Gestion des collectivités en quelques clics.

Cette application est 100% gratuite pour les collectivités vosgiennes affiliées au CDG88 !

Comment accéder à l'application ?

Il suffit de créer un nouvel identifiant avec un mot de passe lors de la 1ère connexion.

Votre demande de création de compte sera envoyée à votre collectivité qui devra la valider.

[Cliquez ici pour accéder au portail d'applications !](#)

3. ETABLISSEMENT DU TABLEAU ANNUEL D'AVANCEMENT DE GRADE

3.1 Etudier les situations individuelles :

En matière d'avancement de grade, l'application AGIRHE vous permet de connaître les possibilités d'avancement de grade pour chacun des agents de votre collectivité.

Néanmoins, ces informations ne sont qu'indicatives et il nécessaire de vérifier pour chaque agent qu'il remplisse bien les conditions statutaires

Il convient en premier lieu de vérifier le déroulement de carrière et la situation administrative de vos agents.

Si l'historique enregistré dans la base AGIRHE est inexact, il convient de transmettre les éléments manquant au service « carrières » pour qu'une mise à jour soit réalisée.

Il convient également de tenir compte de l'éventuelle réussite aux examens d'avancement de grade de vos agents si cela n'est pas déjà fait.

De plus, certains avancements restent conditionnés à des seuils démographiques, à des types d'établissement, à la taille d'un service, ou à l'exercice de certaines fonctions

3.2 Vérifier les possibilités de nomination :

Le nombre maximal d'agents pouvant être proposés à l'avancement de grade est calculé en prenant en compte :

- . le ratio d'avancement de grade qui doit être appliqué sur l'effectif des agents qui remplissent les conditions d'avancement a ce grade,
- . les seuils de nomination applicables pour certains cadres d'emplois de la catégorie B
- . les seuils démographiques ou le type d'établissement* ou la taille du service pour l'avancement a certains grades (administrateurs, directeur territorial, attaché hors classe, attaché principal, ingénieur en chef, ingénieur hors classe, ingénieur principal, conseiller principal des APS, directeur d'établissement artistique de 1ere catégorie, conservateur des bibliothèques en chef).

*Les règles d'assimilation des établissements publics locaux aux collectivités territoriales pour la création de certains grades de fonctionnaires territoriaux sont fixées par le décret n° 2000-954 du 22 septembre 2000.L'ensemble des conditions.

3.3 Faire vos choix :

Sur la base des orientations et des critères généraux à prendre en compte pour les avancements (lignes directrices de gestion) l'autorité territoriale détermine la liste des agents promus :

- . soit au choix, par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle
- . soit après une sélection par voie d'examen professionnel.

L'autorité territoriale doit arrêter les tableaux annuels définitifs d'avancement de grade.

Il ne peut être dressé qu'un seul tableau par grade et par année civile.

Les fonctionnaires inscrits au tableau définitif ne peuvent être nommés qu'au cours de cette période de validité.

L'ordre du tableau détermine l'ordre des nominations.

Le tableau annuel d'avancement précise **la part respective des femmes et des hommes** dans le vivier des agents promouvables et celle parmi les agents inscrits sur ce tableau qui sont susceptibles d'être promus en exécution de celui-ci.

4. CREER L'EMPLOI

L'assemblée délibérante doit créer l'ensemble des emplois correspondant aux grades et le cas échéant supprimer les emplois correspondant à l'ancien grade.

Les emplois susceptibles d'être pourvus exclusivement par voie d'avancement de grade n'ont plus à être déclarés créés ou vacants auprès du Centre de gestion.

Modèle de délibération portant création d'emploi

Remarques :

- la formalité de publicité auprès du CDG n'est plus requise

5. NOMMER LES AGENTS CONCERNES

L'autorité territoriale peut alors procéder à la nomination des agents concernés, dans l'ordre du tableau.

Les arrêtés individuels seront établis par le centre de gestion pour chaque collectivité concernée.

Les agents doivent accepter les emplois qui leur sont assignés dans leur nouveau grade.

Par ailleurs, le changement de grade peut entraîner la perte de la catégorie active pour la retraite ; il convient d'en avertir le fonctionnaire.

Remarques :

- l'arrêté portant avancement de grade ne fait plus partie des actes transmissibles au contrôle de légalité (réf : *Ordonnance 2009-1401 du 17/11/2009 portant simplification de l'exercice du contrôle de légalité*)

PROCEDURE D'AVANCEMENT DE GRADE – CDG 88 – 2025

Les Commissions Administratives Paritaires n'ont plus depuis 2021 à donner leur avis sur les propositions d'avancement de grade formulées par les collectivités.

Toutefois, le CDG88 continuera son accompagnement auprès d'elles en :

- communiquant la liste des agents dits « promouvables » en 2026 via le logiciel AGIRHE
- mettant à disposition les documents suivants :
 - circulaire « Avancements de grade 2026 »
 - guide utilisateur « Procédure avancements de grade 2026 » via le logiciel AGIRHE
 - tableaux énumérant les principales conditions d'avancement de grade, soit au choix ,soit à l'issue d'un examen professionnel se rapportant aux grades relevant des catégories A, B et C
- assurant la vérification des propositions d'avancements de grade des collectivités via le logiciel agirhe - pour les seuls agents proposés par l'autorité territoriale (quotas, proratisation agents à TNC, prise en compte du congé parental,...) – cette démarche facilitera la prise des arrêtés de nomination ultérieure sur le logiciel



Les vérifications par le service Instances Paritaires débuteront à compter du 1^{er} Février 2026

Il est rappelé que les collectivités devront en amont avoir arrêté leurs Lignes Directrices de gestion

Le guide utilisateur « Procédure avancements de grade 2026 » récapitule l'ensemble des opérations à mener – pas à pas – sur le logiciel AGIRHE afin de vous guider dans cette nouvelle procédure.

Remarques :

Le compte rendu d'entretien professionnel 2025 est toujours nécessaire pour apprécier la valeur professionnelle et les acquis de l'expérience professionnelle des agents. Celui-ci devra toujours être réalisé et généré dans l'outil Fiches de poste – entretiens professionnel disponible sur le logiciel agirhe.